



Florent DE KERSAUSON

Conseiller régional de Bretagne

**AU SERVICE DES COMMUNES
POUR DÉFENDRE LE MORBIHAN**

avec le projet sénatorial de

MARINE LE PEN et JORDAN BARDELLA





SOMMAIRE

3

Édito de Marine Le Pen et
de Jordan Bardella

4

Défendre les libertés communales

5

Créer un véritable statut de l' élu local

6

Rétablir et garantir l'autonomie financière
des communes

7

Assurer les services publics
au service de la proximité

8

Le RN agit pour vous

RENOUONS LE LIEN DE CONFIANCE ENTRE LES COMMUNES ET LE POUVOIR !



La France ne saurait être grande sans ses départements et les élus qui les font vivre. Le destin de la nation est intimement lié au destin de ses milliers de villages, communes rurales, villes, et sous-préfectures. Prendre soin des villes et de ses habitants est la condition à tout succès national.

Baisse drastique des dotations aux communes, métropolisation à marche forcée, accroissement du millefeuille administratif et des communautés d'agglomérations et réduction des compétences locales, absence d'action face à la flambée de l'énergie : chacune de ces décisions a creusé davantage le fossé entre l'État et ses communes. Pour vous permettre de servir nos compatriotes, il faut plus que jamais un État à votre service.

Je veux vous rendre, à vous élus et à vous les maires de France, la maîtrise de votre destin. Face au Président des métropoles, nous incarnons l'alternance des territoires : une force politique de terrain, consciente des réalités et du quotidien des Français.

MARINE LE PEN

Présidente du groupe RN à l'Assemblée nationale, Députée du Pas-de-Calais



PRÉPARONS ENSEMBLE L'ALTERNANCE À EMMANUEL MACRON

Lors de la dernière élection présidentielle, les Français ont placé Marine Le Pen en tête dans 20 036 communes. Le débat autour de la réforme des retraites a engendré une véritable crise démocratique ou tout du moins une crise de la représentativité. L'année dernière, lors des élections législatives, les Français ont permis une meilleure représentation du poids des idées en élisant 88 députés du Rassemblement National. Le Sénat est aujourd'hui la seule Chambre parlementaire, où le projet que nous portons n'a pas le nombre d'élus qu'il mérite.

Vous avez la possibilité de corriger ce manque démocratique. Permettez aux Français que vous servez d'être représentés et défendus au Sénat.

JORDAN BARDELLA

Président du Rassemblement National, Député européen

DÉFENDRE LES LIBERTÉS COMMUNALES

Garantir la liberté d'action des élus locaux pour servir les Français.



La République, pour être plus forte, a besoin de renforcer ses collectivités.

Les crises sanitaires, sociales et démocratiques ont montré l'importance de l'initiative locale et municipale, tant pour pallier les carences de l'État que pour garantir l'écoute et le dialogue nécessaires à la concorde. Quand le pays va mal, ce sont les élus locaux qui sont en première ligne pour recevoir les inquiétudes légitimes de nos compatriotes. Face à la lourdeur de la bureaucratie, nous souhaitons renforcer l'esprit de réactivité, de vitalité et de bon sens dont font preuve les collectivités.

Pour ce faire, un changement de doctrine au sommet de l'État est nécessaire : il faut garantir la liberté communale et la liberté d'action des élus locaux. C'est l'assurance d'une décision et d'une action publique au plus près de nos citoyens.



NOUS LE FERONS

- ✔ **Garantir les compétences des communes** au sein des intercommunalités et permettre aux municipalités de transférer ou non certaines compétences (eau, assainissement, urbanisme...).
- ✔ **Renforcer la commune** comme centre de pouvoir **proche des citoyens**

NALES



CRÉER UN VRAI STATUT DE L'ÉLU

Revaloriser le statut de ceux qui font vivre nos communes.

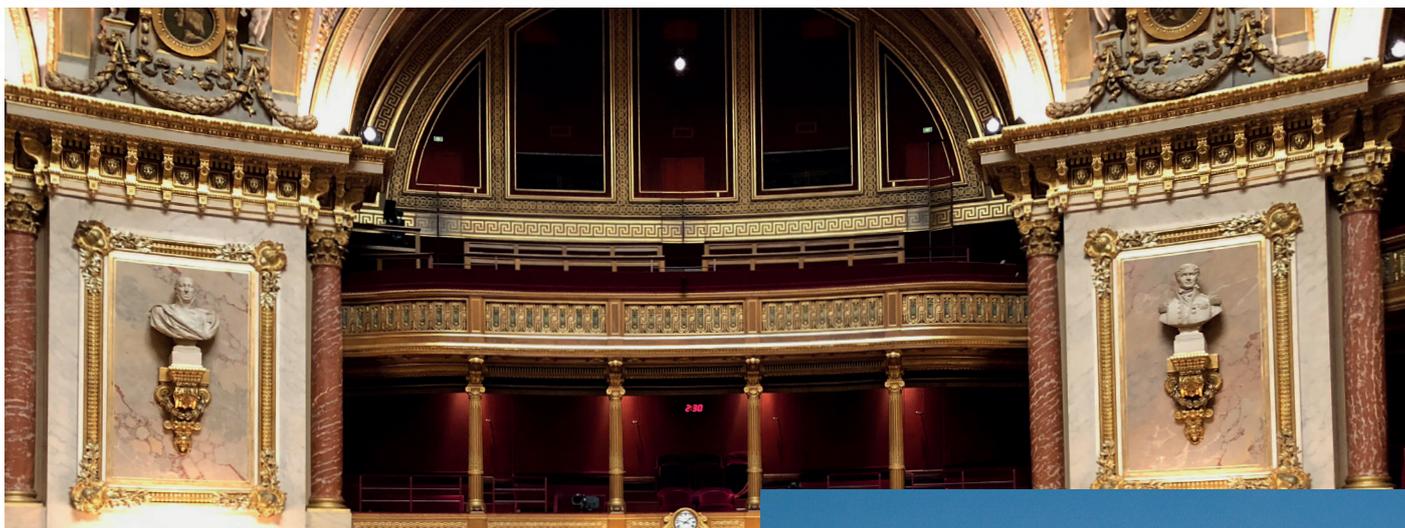
Depuis les dernières élections municipales de 2020, près de 910 maires ont démissionné selon le ministère de l'Intérieur. Les raisons vous sont connues. Poids de la bureaucratie,

menaces de procès, effets de la loi « NOTRe » (2015) dont la perte de pouvoirs au profit des intercommunalités, crise des vocations, hausse des agressions (on compte 1500

agressions d'élus en 2020, soit une hausse de 15% en un an). Le mandat de maire et d'élus municipal est certainement le mandat le plus honorable par le temps et les sacrifices personnels et professionnels qu'ils exigent. Rappelons que près de 375 000 élus sont bénévoles, dont près de la moitié dans les communes de moins de 500 habitants. Il est plus que jamais urgent de revaloriser le statut de l'élus local, de lui rendre le pouvoir de décision et d'action, de rémunérer chaque mandat et de garantir la sévérité la plus ferme à l'égard de ceux qui agressent les élus de la République. Le Rassemblement National est plus que jamais attaché à défendre les élus qui font vivre chacun de nos territoires.

NOUS LE FERONS

- ✓ **Donner à tous les élus une indemnité** à la hauteur de leur charge.
- ✓ **Protéger les élus** en sanctionnant sévèrement les auteurs d'agression.
- ✓ **Donner aux élus une formation adaptée** pour assurer leur mandat.



RÉTABLIR L'AUTONOMIE FINANCIÈRE

Les suppressions de la taxe professionnelle, de la taxe d'habitation et de la CVAE, et l'amoindrissement de la dotation globale aux collectivités ont fait des territoires la variable d'ajustement du budget de l'État.

FACTURE MACRON

En supprimant la taxe professionnelle, la taxe d'habitation et la CVAE, Emmanuel Macron a retiré des milliards d'euros de recettes aux communes sans jamais les compenser. Une facture qui s'alourdit avec l'explosion des prix de l'énergie.

Communes sacrifiées

TAXE PROFESSIONNELLE	-22 milliards €
TAXE D'HABITATION	-16 milliards €
CVAE	-10 milliards €
ÉNERGIE	Jusqu'à 300% de hausse

Total

Communes à la diète

Dotation globale	+1,74%
Inflation réelle	+7,2%
= dotation en baisse	

Emmanuel Macron a fait des communes la variable d'ajustement du budget de l'État.

NOUS LE FERONS

- ✓ Redonner aux élus locaux une véritable **autonomie financière**.
- ✓ **Établir un pacte financier pluriannuel** avec une loi de finances spécifique.
- ✓ **Augmenter** de façon significative **la dotation globale de fonctionnement** et l'indexer sur l'inflation.
- ✓ **Revaloriser dans chaque département** la dotation d'équipements des territoires ruraux et garantir un égal accès aux subventions.
- ✓ **Mettre en place un bouclier tarifaire sur l'énergie** pour soutenir les collectivités locales face à la hausse des prix.



NON À LA RÉPARTITION IMPOSÉE DE MIGRANTS DANS NOS TERRITOIRES



Refusant d'expulser les clandestins et anticipant l'application du pacte européen migratoire, le gouvernement macroniste va répartir les migrants sur l'intégralité du territoire national. **Les migrants actuellement présents dans les métropoles seront délocalisés dans les campagnes.**

Hausse de l'insécurité, coût pour les collectivités, multiplication des campements illégaux : seul le Rassemblement National mettra à l'arrêt ce projet dangereux.

➤ Préserver les services publics

Hôpitaux saturés, déserts médicaux, fermetures de bureaux de poste, suppressions de classes ou encore de brigades anticriminalité : il est urgent de garantir un égal **accès pour tous dans tous les départements**. La place des services publics n'est pas un sujet de comptabilité mais de société. L'État doit prendre ses responsabilités.



➤ Faire du logement une priorité

Augmenter les aides pour la rénovation du bâti ancien, garantir une plus grande liberté pour établir les permis de construire, lutter contre les passoires énergétiques, faciliter l'accès à la propriété notamment pour les jeunes couples... **Le logement sera au coeur des préoccupations des sénateurs du Rassemblement National.**



➤ Garantir la maîtrise foncière aux élus locaux

La **démétropolisation nécessite une politique volontaire d'aménagement du territoire**. Le projet du gouvernement de « zéro artificialisation des sols » est un obstacle au désir des Français de vivre plus loin des grandes villes.



➤ Rétablir la proximité

Le Rassemblement National favorisera dans tous les domaines **le localisme** : développement des circuits courts et des commerces de proximité, patriotisme économique, et indépendance énergétique. La seule politique qui protège l'emploi, l'agriculture et l'environnement.





VOS CANDIDATS

« Permettez aux Français d'être véritablement défendus au Sénat »

Florent DE KERSAUSON

Conseiller régional de Bretagne



Aurélie LE GOFF

Conseillère régionale de Bretagne



David MEGEL

Conseiller municipal de Lanester



Christelle MAHO

Conseillère municipale de Lanester



Jean-Yves LE SAUX

Directeur exploitation en retraite

Remplaçants

88 DÉPUTÉS RN UTILES POUR VOUS DÉFENDRE !

Depuis un an, les députés du Rassemblement National travaillent chaque jour à améliorer le cadre de gestion des collectivités, pour faciliter le quotidien des élus locaux et ainsi corriger les erreurs de lois absurdes et coupées des réalités.

Les députés RN l'ont proposé

Renaissance, NUPES et LR

ont refusé de voter pour...



Renforcer les **compétences** des communes



Créer un **fonds de revitalisation** des communes rurales



Permettre aux communes de refuser l'installation d'**éoliennes**



Modifier le calcul de la **taxe d'enlèvement** des ordures ménagères



Garantir la présence de **distributeurs de billets** dans la ruralité



Supprimer les **zones à faible émission (ZFE)**



Obtenir l'accord de la commune pour l'**accueil de migrants**



Lutter contre les **rodéos** et durcir les sanctions contre le **squat**



Permettre aux maires de connaître les **fichés S** de leur ville

Liste soutenue par :



Gilles PENNELLE
Président du groupe RN
au conseil régional

RENCONTRONS-NOUS

☎ 06 09 12 10 10

✉ florent@dekersauson.bzh

